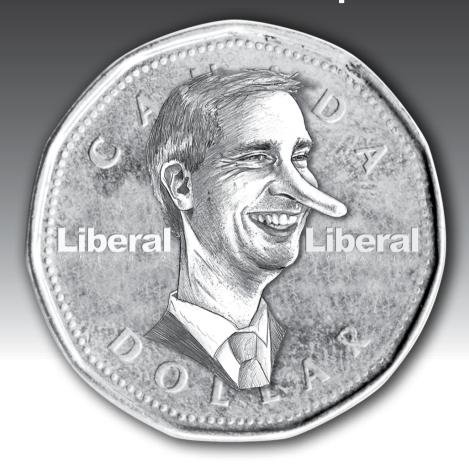
Privatisation des soins de santé • Mauvaise formule de financement des écoles Frais de scolarité élevés • Pertes d'emplois • Pas de salaire minimum à 10 \$ MAINTENANT Villes sous-financées • Accroissement des inégalités • Manque de \$\$\$ pour les services sociaux • Vœux pieux en matière d'environnement • Attaques contre les services publics

Libéraux et conservateurs deux côtés à la même pièce



Il est temps de fair passer les gens d'abord Le 10 octobre, votez NPD Privatisation des soins de santé • Mauvaise formule de financement des écoles Frais de scolarité élevés • Pertes d'emplois • Pas de salaire minimum à 10 \$ MAINTENANT Villes sous-financées • Accroissement des inégalités • Manque de \$\$\$ pour les services sociaux • Vœux pieux en matière d'environnement • Attaques contre les services publics

Libéraux et conservateurs deux côtés à la même pièce



Il est temps de fair passer les gens d'abord Le 10 octobre, votez NPD















Les gens d'abord, une nouvelle vision pour l'Ontario

Les membres du SCFP-Ontario et la population de l'Ontario ont certaines attentes face au gouvernement. Nous nous attendons à ce que :

- Nos écoles, nos services sociaux, nos hôpitaux, nos universités et nos services municipaux servent adéquatement nos besoins et soient suffisamment financés.
- Notre gouvernement s'attaque au problème de l'augmentation de la pauvreté, mette fin aux pertes d'emplois, renverse la tendance de l'accroissement des inégalités, défende les services publics et prenne des mesures concrètes de lutte aux changements climatiques.

Depuis leur élection en 2003, les libéraux de Dalton McGuinty n'ont posé que quelques petits gestes pour renverser les politiques désastreuses mises en place par le gouvernement conservateur qui les a précédés – et ce n'est pas suffisant. Il est temps pour notre gouvernement que les gens passent d'abord.

- En faisant en sorte que l'argent des contribuables soit consacré aux services publics, pas aux profits des entreprises privées.
- En mettant fin aux mauvaises conditions de rémunération des travailleurs de première ligne qui assurent les services publics.
- En faisant cesser la privatisation des services publics qui mène à des pertes d'emploi et à des augmentations de coûts.



Vous pouvez faire une véritable différence!

Le SCFP-Ontario et ses partenaires constituent une puissante force politique en Ontario. Lorsque les membres du SCFP-Ontario et leurs sections locales font campagne, nous pouvons faire une vraie différence. Au cours de la dernière année, nous avons forcé le gouvernement provincial à :

- Revenir sur sa décision concernant les services aux patients dans les hôpitaux privatisés (PPP).
- Accepter des normes minimales en matière de dotation de personnel dans les établissements de soins de longue durée.
- Bonifier le financement des services aux personnes atteintes d'un handicap intellectuel.

Et notre mobilisation massive a contribué à l'élection de plus de 49 % des candidats appuyés par le mouvement syndical lors des élections municipales et scolaires de 2006.

Voici comment...

La meilleure façon de changer le gouvernement est d'élire des candidats qui soutiennent les services publics et les enjeux de justice sociale pour lesquels le SCFP-Ontario et ses membres se battent. En Ontario, ces candidats sont membres du Nouveau Parti Démocratique de l'Ontario. À compter d'aujourd'hui, nous devons :

- 1. Éduquer les membres du SCFP et les autres à propos des enjeux abordés dans ce dépliant.
- 2. Mobiliser les membres du SCFP et les recruter pour qu'ils travaillent aux campagnes des candidats du NPD qui appuient nos positions.
- 3. Inciter tout le monde à voter pour ces candidats le 10 octobre.









Il est temps de faire passer les gens d'abord



















NPD







Conservateurs

Soins de santé

Ont initié les hôpitaux en PPP, auraient introduit des cliniques chirurgicales privées, ont aboli les normes de soins dans le secteur des soins de longue durée.

Libéraux Ont annoncé 12 hôpitaux en PPP et d'autres restent à venir,

en soins de longue durée.

ont créé les Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) qui mèneront à un marché de la santé, n'ont pas respecté leur promesse de rétablir les normes de soins

Mettront fin à la privatisation des soins de santé, investiront l'argent des contribuables dans les services publics et non les profits des entreprises, sont en faveur d'une loi imposant des normes minimales de soins dans les établissements de soins de longue durée.

Écoles

Ont mis en place la mauvaise formule de financement, voulaient offrir des crédits d'impôt pour les écoles privées, demandent le financement d'écoles confessionnelles ce qui priverait le système d'encore plus d'argent.

N'ont pas modifié la formule de financement qui mène à des pertes d'emplois et des écoles en ruine comme sous les conservateurs, ont délégué des superviseurs pour surveiller les conseils scolaires qui refusent d'effectuer des compressions budgétaires.

Modifieront la formule de financement, mettront fin aux compressions injustes dans les conseils scolaires – y compris les fermetures d'écoles – tant que la formule ne sera pas modifiée, sont en faveur d'une éducation financée et assurée par le public.

Services sociaux

Ont délesté les services sociaux vers les villes sans transférer le financement, ont diminué l'aide sociale, ont amené la soumission en régime de concurrence et la soustraitance dans le secteur des soins à domicile.

N'ont pas transféré le financement pour les services sociaux, n'ont consenti que de faibles réinvestissements pour répondre aux immenses demandes, ont accordé un peu d'argent aux AIC suite aux pressions du SCFP, mais pas assez, n'ont dépensé qu'une faible portion des fonds reçus du fédéral pour les garderies.

Demandent que la province paye pour tous les services délestés aux municipalités, veulent un véritable investissement et une loi pour assurer que les garderies réglementées et sans but lucratif obtiennent les fonds dont elles ont besoin, aboliront la soumission en régime de concurrence dans les soins à domicile.

Universités

Ont diminué le financement, déréglementé les frais de scolarité favorisant l'arrivée du secteur privé, ont augmenté les frais de scolarité internationaux et créé des universités privées.

Ont amené puis éliminé le gel des frais de scolarité, favorisant une explosion de ces frais, n'ont pas versé un financement suffisant pour réparer les infrastructures en ruine.

Se sont engagés à réduire les frais de scolarité et à améliorer les programmes d'aide aux étudiants, augmenteront le financement aux universités, mettront fin à la création d'universités privées.

Municipalités

Ont délesté les services provinciaux vers les villes sans transférer le financement, ont tenté de privatiser les entreprises de production d'électricité, le SCFP et le SCEP l'en ont empêché.

N'ont pas transféré le financement pour les services délestés, trompent les villes dans les dossiers du logement, des transports en commun, des routes, de l'aide sociale et de l'alphabétisation, ne veulent pas déclarer l'eau bien collectif, privatisent les entreprises de production d'électricité et les énergies vertes.

Exigent que la province paie pour tous les services délestés, imposeront aux entreprises privées de l'eau des frais suffisamment élevés pour payer les programmes de protection et de conservation de la ressource, défendent l'électricité publique et les énergies renouvelables.

Emplois

Ont baissé les impôts, n'ont rien fait pour créer de l'emploi pendant que la mondialisation cause des fermetures en Ontario.

Perte de 150 000 emplois manufacturiers sous le gouvernement McGuinty, des politiques menant à des pertes d'emplois en santé et en éducation.

Le projet d'emploi du NPD : renforcer la Loi sur les normes du travail pour éviter les fermetures et les délocalisations, soutenir l'investissement public dans les secteurs clés, améliorer la formation, présenter une loi anti-briseurs de grève.

Services publics

Ont confié de nombreux postes du secteur public aux plus bas soumissionnaires, continuent à être résolument antisecteur public.

Ont sous-financé les travailleurs de première ligne ce qui a mené à des pertes d'emplois et à la précarisation des emplois du secteur public et ils encouragent la soustraitance et la privatisation des services.

Défendent les services publics financés et assurés par le public, s'assureront que les fonds publics vont aux services publics, pas à la privatisation et aux profits de Bay Street.

Pauvreté

Ont gelé le salaire minimum pendant plus de 10 ans, bloqué l'accès aux prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), diminué les prestations d'aide sociale, mis fin au contrôle des prix des logements.

Ont accordé une augmentation de salaire de 25 % aux députés, ont adopté le salaire minimum à 10 \$ pour 2011, mais seulement sous la pression du public, n'ont rien changé au POSPH, ne mettront pas fin aux compressions au Programme de prestation nationale pour enfant.

Augmenteront le salaire minimum à 10 \$ maintenant, entreprendront un ambitieux programme de transport en commun, mettront les aînés à l'abri de l'augmentation des taxes foncières, réduiront la pauvreté en s'attaquant aux enjeux du logement, des garderies, de l'éducation et des salaires.

Égalité

Ont abrogé les lois sur l'équité en emploi du NPD, ont amputé le budget de la Commission des droits de la personne, ont refusé de payer les coûts des programmes d'équité salariale dans le secteur public, sont responsables de la tragédie d'Ipperwash.

N'ont pas restauré le financement des programmes d'équité salariale, ne font rien dans le dossier des réclamations territoriales des autochtones, ont limité l'accès à la Commission des droits de la personne en privatisant le système, ont refusé de venir en aide aux professionnels formés à l'étranger.

Rétabliront un secrétariat indépendant de lutte au racisme, sont opposés à la privatisation de la Commission des droits de la personne, créeront un organisme indépendant pour venir en aide aux professionnels formés à l'étranger.

Environnement

Aucun engagement envers Kyoto, favorisent l'incinération des ordures, leurs compressions au personnel et aux règlements ont mené à la tragédie de Walkerton, les compressions les plus importantes de toute l'histoire du ministère de l'Environnement.

Aucun engagement envers Kyoto, sont revenus sur le projet de soustraire 60 % des ordures à l'enfouissement pour favoriser l'incinération, ne font rien en matière de conservation, n'ont pas de programme environnemental. Respecteront les objectifs de Kyoto, déposeront une loi obligeant l'étiquetage des produits cancérogènes et la publication des toxines émises dans l'environnement, adopteront des normes strictes de conservation de l'énergie, ont un plan détaillé en matière d'environnement.

Les verts: Ils veulent être reconnus comme le parti de l'environnement, mais n'ont aucun plan pour que la production d'énergies renouvelables demeure entre les mains du public. Ils augmenteraient les déductions pour amortissement pour favoriser les investissements privés dans le développement des technologies vertes et favoriseraient donc la privatisation. Ils ont donc une politique économique de droite. Ce parti doit toujours faire connaître sa position dans les domaines de l'égalité, de la pauvreté, des emplois et du soutien aux collectivités par un secteur public fort. Le parti vert a toujours eu des liens très étroits avec le parti progressiste conservateur.

Le choix du SCFP-Ontario : Le 10 octobre, votez NPD